

Depuis que le concept d'agroforêt est apparu, il y a une quinzaine d'années, il a été plus souvent l'objet de discours militants que de véritables recherches approfondies. Le leitmotiv de ces discours est la promotion auprès des organismes de développement de l'application et de la diffusion des pratiques agroforestières présentées, à juste titre, comme le meilleur moyen de conserver la couverture arborée tout en préservant les ressources vivrières et commerciales des populations locales, partout où les forêts sont menacées de destruction et plus particulièrement dans la zone intertropicale. On en apprécie d'autant plus le propos des auteurs qui, sans abandonner complètement ce thème, est de nous démontrer, à travers l'analyse de systèmes agroforestiers fonctionnant réellement, mis en place spontanément par des paysans sumatranais, leur intérêt écologique et économique.

Cette action des paysans de la région du Pesisir au sud de Sumatra a débuté dès les années vingt ; il s'agit donc d'une expérience dont on peut juger le résultat sur le long terme. Elle avait deux objectifs :

- reconstituer une source de revenu : les arbres fournissant la résine *damar* qui avaient été anéantis par une surexploitation en raison de son utilisation depuis le milieu du XIX^e dans la fabrication industrielle des peintures et des vernis ;

- protéger leurs droits sur ces arbres qui étaient menacés par des exploitants venus de l'extérieur.

Ces deux aspects sont traités dans cet article qui se présente en outre comme un plaidoyer contre les politiques gouvernementales tendant systématique-

ment, sous prétexte qu'elles ne savent pas les mettre en valeur, à déposséder les sociétés paysannes des forêts qui les entourent, particulièrement en Indonésie, mais aussi dans les autres pays tropicaux.

Sur le premier point les auteurs relèvent la remarquable réussite des paysans de la région de Krui qui sont parvenus à installer une véritable forêt où domine l'espèce productrice de *damar*, une Diptérocarpée pourtant réputée difficile à multiplier. Pour cela ils ont procédé non pas en cherchant à domestiquer l'arbre par une modification de ses caractéristiques biologiques comme l'auraient fait des ingénieurs sylviculteurs, mais en introduisant les plantules obtenues en pépinière dans un milieu où ils ont reconstitué progressivement toutes les conditions qui accompagnent dans la nature les différents stades de croissance de l'arbre. Ce milieu, ce sont des essarts abandonnés après une récolte de riz dans lesquels ils ont cultivé, à côté des *damar*, des espèces à durée de vie plus courte comme le café ou le poivrier et en laissant s'installer des espèces spontanées qui ont aussi leur utilité.

Il faut remarquer que les archéologues sont de plus en plus persuadés que c'est en aménageant des milieux susceptibles d'accueillir des espèces utiles que sont nées, un peu partout dans le monde, des pratiques agricoles, bien avant que n'apparaissent des espèces domestiquées, c'est-à-dire génétiquement transformées.

Pour ce qui est des agroforêts à *damar* du sud de Sumatra, il s'agit d'un milieu qui une fois installé exige peu de travail d'entretien et se trouve soumis à des processus spontanés de diver-

sification et de reproduction dont les auteurs soulignent la réversibilité, c'est-à-dire que ce milieu donne la possibilité de favoriser différentes espèces en fonction de l'apparition de nouveaux besoins économiques. Ces agroforêts conservent la dynamique de la forêt naturelle et 50 % de sa biodiversité.

Sur le deuxième point les auteurs nous montrent comment la réussite de ces systèmes agroforestiers est liée à la façon dont s'est effectuée leur intégration dans le territoire agricole. On est passé d'une appropriation individuelle d'arbres poussant sur une terre commune à une appropriation de la terre elle-même à partir du moment où on a permis d'y planter des espèces pérennes, ce qui jadis était interdit. Mais la propriété sur cette terre plantée d'arbres, qui est essentielle face aux menaces que représente la mainmise de l'État, n'est pas absolue comme dans le droit romain : sa gestion continue à être soumise à un contrôle de la communauté, ce qui en même temps garantit les droits de cette dernière sur le long terme.

Cependant, dans leur façon d'articuler les aspects biologiques, économiques et sociaux des agroforêts, on peut regretter que les auteurs ne soient pas allés au bout de la dynamique de recherche que permet l'interdisciplinarité.

Ainsi, quand à propos de la biodiversité, ils nous parlent de verre à moitié vide ou à moitié plein, il faudrait pour pouvoir juger, avoir des renseignements autres que statistiques sur ce que représentent exactement les 50 % de biodiversité subsistant dans les agroforêts par rapport aux forêts naturelles et pas seulement une vague indication sur la dominance de la végétation spontanée en ce

qui concerne les herbacées, les lianes et les épiphytes, ce qui pourrait faire croire que ces 50 % de biodiversité sont constitués majoritairement par ces plantes. Il faudrait connaître la fréquence de chaque espèce et faire la part de ce qui est dû à l'action directe ou indirecte des paysans et ce qui est l'effet d'une incapacité naturelle de certaines plantes à se reproduire dans les conditions écologiques de l'agroforêt.

On ne peut plus parler de biodiversité uniquement en termes généraux ; il faut en connaître la composition pour pouvoir discuter utilement des avantages comparés des différents types de gestion de la forêt.

Nous aurions également aimé disposer de plus de renseignements sur les conditions sociales du contrôle collectif sur les terres. Ce qui nous est dit de l'organisation sociale locale et surtout de l'implantation territoriale est très vague : on nous parle de lignage, mais comment sont-ils regroupés ? Existe-t-il une structure villageoise et de quel type ? Quels sont leurs rapports avec la structure administrative indonésienne ? Nous aurions besoin de toutes ces données pour évaluer, dans le cadre de l'évolution régionale et dans l'ensemble de l'économie indonésienne, la portée de l'expérience qui nous est décrite.

D'emblée les auteurs ont évoqué l'enjeu que représente la conservation des forêts indonésiennes qui constituent la deuxième réserve forestière mondiale après l'Amazonie, réserve d'autant plus menacée que le gouvernement indonésien a fondé, en grande partie, sur les ressources forestières, son objectif de diversification de l'économie du pays afin de ne plus dépendre uniquement du pétrole.

Pour comprendre la situation indonésienne, on ne peut pas raisonner uniquement en terme d'opposition entre un pouvoir central et des populations locales qui sont elles-mêmes très diverses.

La façon dont ces dernières contrôlent actuellement l'accès à la terre et aux ressources qu'elle porte sont le résultat d'une adaptation combinant les règles coutumières consistant généralement en une superposition de droits individuels et collectifs sur une "même chose", les dispositions administratives nationales ou régionales et la transformation des besoins.

L'évolution des règles d'appropriation de la terre et de ses ressources suit tant bien que mal celle de la société et la façon dont elle réagit aux impératifs d'une modernisation imposée de l'extérieur, mais qui n'en est pas moins acceptée et prônée localement par certains.

Il est trop simplificateur d'opposer l'attitude des populations forestières de Sumatra pour qui la forêt serait le centre du monde et celle des Javanais qui imprégnerait les pratiques étatiques indonésiennes actuelles et pour lesquels la forêt serait hors du monde civilisé et tout juste bonne à être défrichée.

Il y a effectivement une différence dans l'attitude de ces deux populations parce que les relations à la forêt ne sont pas identiques dans l'une et l'autre.

Chez les populations forestières de Sumatra qui sont des sociétés de type lignager, ces relations passent par les ancêtres. En effet ceux qui sont à l'origine de la société se sont mariés à des femmes, "esprits de la forêt", qui de plus ont donné aux hommes les moyens d'utiliser les ressources matérielles et spirituelles de cette

dernière. Pour les Javanais, où la culture des anciens royaumes fortement marquée par l'hindouisme et le bouddhisme est restée très présente malgré une islamisation qui remonte au XVI^e siècle, les relations à la forêt étaient ambivalentes car cette dernière était perçue à la fois comme source de dangers mais aussi de forces naturelles bénéfiques pour celui qui savait se les concilier ; ceci n'était généralement pas le cas des paysans ordinaires mais celui d'une élite, ascètes ou princes, pour qui la forêt était un lieu de méditation.

La structure de la société demeure la base des relations au monde et donc à la forêt. La défense de cette dernière grâce à des formes d'exploitation qui préservent au moins en partie son renouvellement, est certes conditionnée par les possibilités des populations locales à conserver la maîtrise de leur territoire. Mais il faut aussi compter avec les contraintes économiques auxquelles sont confrontés les paysans, y compris le recours à un profit à court terme par la vente de la terre ou des arbres sur pied quand les structures sociales fondées sur le long terme s'effondrent. Le gouvernement indonésien a pris conscience de ce problème en prenant des mesures de protection de la propriété foncière des communautés locales dans certaines zones périphériques sensibles. Mais à quelles conditions ? Il faut toujours se méfier du critère de mise en valeur qui pousse certains à essarter plus de terrains que ce dont ils ont besoin pour leurs jardins afin d'assurer leur propriété sur le sol.

Cependant le plus grand danger pour les forêts indonésiennes n'en demeure pas moins les concessions à des compagnies que

seul le profit immédiat intéresse, même si le bois ainsi coupé doit, après transformation, favoriser la balance commerciale du pays.

L'autre danger est la déforestation effectuée par des paysans confrontés aux problèmes de la progression démographique. Là aussi il y a l'intervention de l'État, en particulier à travers la politique de transmigration qui consiste à transplanter des populations des îles les plus peuplées (essentiellement Java et Bali) vers les zones forestières à faible densité démographique. On peut d'ailleurs remarquer que les auteurs ne parlent pas des implications que pourraient avoir sur le devenir de la région qu'ils étudient, le fait qu'elle se trouve à proximité des zones de transmigration du sud de Sumatra. Mais partout en Indonésie il y a augmentation de population et empiètement sur la forêt pour établir des cultures permanentes ou non.

Cependant les deux phénomènes ne sont pas du même ordre et on ne peut pas comparer les dégâts dus aux concessions forestières et ceux dus aux défrichages avant cultures.

Prôner les pratiques agroforestières est certes plus efficace que d'exiger des quotas de reboisement quand on sait que certaines compagnies n'hésitent pas à faire des coupes à blanc avant de reboiser avec des espèces n'ayant aucune utilité pour les populations locales afin que les statistiques leur soient favorables.

Pour ce qui est des défrichages paysans, on ne peut pas ignorer le fait que les systèmes agroforestiers existent presque partout en Indonésie et que là où ils n'existaient pas, le gouvernement a incité les populations à planter des arbres utiles. Les auteurs passent sous silence, alors

que certains d'entre eux y ont fait des recherches, que les paysans javanais eux-mêmes ont transformé en agroforêt les alentours de leurs villages.

Les agroforêts indonésiennes présentent des aspects multiples : à Sumatra même, il y a par exemple les agroforêts à cannellier du Kerinci¹ ; les agroforêts à dominance fruitière qui entourent les villages sundanais et javanais ; les agroforêts à muscadiers, girofliers et fruitiers de Ceram, sans compter les agroforêts à sagoutiers qui fournissent encore la nourriture de base dans certaines régions de l'Est indonésien. La richesse floristique de certaines de ces agroforêts est telle qu'elles ont été prises pour des forêts naturelles par certains botanistes.

Il est certain que les systèmes agroforestiers constituent un moyen de préserver une certaine biodiversité tout en assurant un développement durable. Encore faut-il que, pour chaque cas particulier, des études sérieuses comme celle qui nous est présentée ici fassent la démonstration de l'efficacité des savoirs et savoir-faire locaux et définissent les conditions écologiques et sociales de leur application.

Pour ce qui est de l'Indonésie il faut mettre à profit la volonté affirmée du gouvernement de défendre ses forêts pour engager les chercheurs indonésiens à travailler dans ce sens.

1. Y. Aumeeruddy (1994). *Représentations et gestion paysannes des agroforêts en périphérie du Parc National Kerinci Seblat à Sumatra, Indonésie, Peuples et Plantes, document de travail n° 3, Paris, Unesco, octobre 1994, 46 p.*